

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204091]

2 MAI 2019. — Décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue d'établir le cadre de la fusion volontaire de communes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans la première partie, livre I^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il est inséré un titre V intitulé : « Fusion volontaire de communes ».

Art. 2. Dans le titre V, inséré par l'article 1^{er}, il est inséré un chapitre I^{er} intitulé « Champ d'application et dispositions générales ».

Art. 3. Dans le chapitre I^{er}, inséré par l'article 2, il est inséré un article L1151-1, rédigé comme suit :

« Art. L1151-1. Le présent titre s'applique à toutes les communes situées sur le territoire de la région de langue française. ».

Art. 4. Dans le même chapitre I^{er}, il est inséré un article L1151-2, rédigé comme suit :

« Art. L1151-2. Pour l'application du présent titre, l'on entend par :

1° le décret de fusion : le décret sur la base duquel des communes sont supprimées et une nouvelle commune est créée dont les frontières sont fixées;

2° la date de fusion : le premier lundi de décembre qui suit les élections conformément à l'article L4124-1, § 1^{er} ;

3° les communes à fusionner : les communes qui ont pris une décision de principe relative à une fusion et qui ont notifié cette décision au Gouvernement;

4° les communes fusionnées : les communes originelles, visées dans le décret de fusion;

5° la nouvelle commune : la commune créée en vertu du décret de fusion. ».

Art. 5. Dans le titre V, inséré par l'article 1^{er}, il est inséré un chapitre II intitulé « Conditions de la fusion ».

Art. 6. Dans le chapitre II, inséré par l'article 5, il est inséré un article L1152-1, rédigé comme suit :

« Art. L1152-1. Une fusion de communes est uniquement possible suite à la fusion de l'entière du territoire de communes adjacentes en une nouvelle commune sans modification des limites extérieures.

Les communes originelles sont supprimées lors de la fusion. ».

Art. 7. Dans le titre V inséré par l'article 1^{er}, il est inséré un chapitre III intitulé « Procédure ».

Art. 8. Dans le chapitre III inséré par l'article 7, il est inséré une section 1^e intitulée « Décision de principe ».

Art. 9. Dans la section 1 insérée par l'article 8, il est inséré un article L1153-1 rédigé comme suit :

« Art. L1153-1. Les conseils communaux notifient leur intention conjointe de procéder à une fusion au Gouvernement au moyen d'une décision de principe motivée.

Dès cette notification, se tiennent des séances conjointes des comités de direction des communes concernées.

Les conseils communaux peuvent, soit d'initiative, soit à la demande des habitants de la commune, décider de consulter les habitants des communes préalablement à la prise de décision selon les conditions et modalités reprises au titre IV du livre I^{er} de la première partie du présent Code. ».

Art. 10. Dans la même section 1, il est inséré un article L1153-2 rédigé comme suit :

« Art. L1153-2. Les conseils communaux se concertent pour désigner un des directeurs généraux qui agit comme directeur général-coordonateur de la fusion au niveau administratif et qui met en œuvre les tâches qui lui sont attribuées en vertu du présent titre. Les directeurs généraux des autres communes concernées l'assistent dans ses tâches. A défaut d'entente, le directeur général de la commune comptant le plus grand nombre d'habitants est désigné directeur général-coordonateur de la fusion au niveau administratif.

Les conseils communaux se concertent pour désigner s'il en existe un des directeurs financiers ou en l'absence de directeur financier, un des receveurs régionaux qui agit comme directeur financier-coordonateur de l'opération de fusion au niveau administratif pour la coordination des aspects financiers de la fusion et met en œuvre les tâches qui lui sont attribuées en vertu du présent titre. Les directeurs financiers des autres communes concernées l'assistent dans ses tâches. A défaut d'entente, le directeur financier de la commune comptant le plus grand nombre d'habitants est désigné directeur financier-coordonateur de la fusion au niveau administratif pour la coordination des aspects financiers de la fusion. ».

Art. 11. Dans le chapitre III, inséré par l'article 7, il est inséré une section 2 intitulée « Proposition commune de fusion ».

Art. 12. Dans la section 2, insérée par l'article 11, il est inséré un article L1153-3, rédigé comme suit :

« Art. L1153-3. Les conseils communaux adoptent une proposition commune de fusion et soumettent cette proposition au Gouvernement au plus tard le 31 octobre de la deuxième année précédant la date de la fusion.

La proposition commune de fusion reprend les données cadastrales attestant des limites de la nouvelle commune et le nom proposé de la nouvelle commune.

Le Gouvernement arrête la liste des annexes à joindre à la proposition commune de fusion. ».

Art. 13. Dans le chapitre III, inséré par l'article 7, il est inséré une section 3 intitulée « Décret de fusion ».

Art. 14. Dans la section 3, insérée par l'article 13, il est inséré un article L1153-4, rédigé comme suit :

« Art. L1153-4. Au plus tard le 31 décembre de la deuxième année précédant la date de la fusion, le Gouvernement décide s'il présente la proposition de fusion comme projet de décret de fusion au Parlement.

Le projet de décret de fusion reprend le nom des communes à fusionner, la date de la fusion, le nom et l'indication des limites de la nouvelle commune et, au cas où les communes à fusionner ne relèveraient pas de la même province, la province à laquelle la nouvelle commune ressort.

Si le projet de décret n'est pas adopté par le Parlement dans les trois mois de son envoi par le Gouvernement, la proposition commune de fusion est considérée comme caduque. ».

Art. 15. Dans le titre V inséré par l'article 1^{er}, il est inséré un chapitre IV intitulé « Dispositions particulières relatives à la gestion communale avant la date de fusion ».

Art. 16. Dans le chapitre IV, inséré par l'article 15, il est inséré un article L1154-1, rédigé comme suit :

« Art. L1154-1. À partir de l'introduction de la proposition commune de fusion jusqu'à la date d'approbation par la tutelle du budget de la nouvelle commune ou jusqu'au jour auquel le Gouvernement décide de ne pas donner suite à la proposition de fusion ou auquel le Parlement rejette le projet de décret de fusion, les actes des communes à fusionner ne sont pris qu'après une concertation obligatoire entre ces communes à l'exception des actes qui soit :

1° relèvent de la gestion quotidienne des affaires publiques;

2° s'ils ne sont pas pris risqueraient de causer un préjudice irréparable à la collectivité;

3° constituent l'aboutissement normal des procédures entamées avant la notification par les conseils communaux de l'intention conjointe de procéder à une fusion au Gouvernement conformément à l'article L1153-1.

En cas de dissentiment entre les organes de concertation ou entre les organes communaux, le différend est tranché par l'autorité de tutelle définie au titre I^{er} du livre I^{er} de la troisième partie du présent Code. ».

Art. 17. Dans le titre V, inséré par l'article 1^{er}, il est inséré un chapitre V intitulé « Principes généraux de la fusion de communes ».

Art. 18. Dans le chapitre V, inséré par l'article 17, il est inséré un article L1155-1, rédigé comme suit :

« Art. L1155-1. A la date de la fusion, la nouvelle commune succède aux droits et obligations des communes fusionnées pour ce qui est des biens mobiliers, immobiliers, des marchés publics pour travaux, fournitures et services, des concessions de travaux et de services et des conventions qui lui ont été transférés, y compris aux droits et obligations découlant des procédures judiciaires et administratives en cours et futures.

Un inventaire des biens meubles, immeubles, des marchés publics, des concessions et conventions des communes fusionnées est joint à la proposition de fusion. Le Gouvernement établit le modèle d'inventaire. ».

Art. 19. Dans le même chapitre V, il est inséré un article L1155-2, rédigé comme suit :

« Art. L1155-2. Les arrêtés, règlements et ordonnances restent d'application dans les communes fusionnées au territoire pour lequel ils ont été édictés, jusqu'au jour où ils sont abrogés par l'autorité compétente, au plus tard un an après la date de fusion. ».

Art. 20. Dans le titre V, inséré par l'article 1^{er}, il est inséré un chapitre VI intitulé « Élection et installation du conseil communal de la nouvelle commune ».

Art. 21. Dans le chapitre 6, inséré par l'article 20, il est inséré un article L1156-1, rédigé comme suit :

« Art. L1156-1. Par dérogation à l'article L4112-2, § 1^{er}, alinéa 2, pour les élections précédant la date de fusion, le ressort pour l'élection communale est le ressort de la nouvelle commune.

Sont considérés comme opérateurs électoraux visés à l'article L4112-14, § 2, 3^o, 4^o et 5^o, le directeur général-coordonateur, le bourgmestre et le collège communal, de la commune fusionnée dont le directeur général a été désigné comme directeur général-coordonateur. ».

Art. 22. Dans le même chapitre VI, il est inséré un article L1156-2, rédigé comme suit :

« Art. L1156-2. § 1^{er}. Le nombre de membres du conseil communal, du collège communal ainsi que les traitements des bourgmestre et échevins de la nouvelle commune sont déterminés sur la base du nombre d'habitants de la nouvelle commune conformément à l'article L1121-3.

§ 2. Pour l'installation du conseil communal de la nouvelle commune :

1° les conseillers communaux élus sont, pour le bon ordre, informés au moins huit jours avant la réunion d'installation du conseil communal de la date, de l'heure et du lieu de la réunion d'installation par le directeur général-coordonateur;

2° les conseillers nouvellement élus sont convoqués à la réunion d'installation par le bourgmestre sortant du conseil communal de la commune fusionnée du directeur général-coordonateur.

§ 3. La réunion d'installation est présidée par le président sortant du conseil communal de la commune fusionnée du directeur général-coordonateur jusqu'à la prestation de serment du bourgmestre de la nouvelle commune. Si le bourgmestre sortant du conseil communal de la commune fusionnée du directeur général-coordonateur ne peut pas présider la réunion d'installation, celle-ci est présidée par un membre sortant du collège communal de la commune fusionnée du directeur général-coordonateur, dans l'ordre de leur rang.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les communes fusionnées peuvent de manière concertée désigner un des autres présidents des conseils communaux des communes fusionnées pour présider la réunion d'installation.

§ 4. La maison communale de la commune fusionnée du directeur général-coordonateur fait office de maison communale de la nouvelle commune tant que le conseil communal n'a pas choisi d'autre bâtiment comme maison communale. ».

Art. 23. Dans le titre V inséré par l'article 1^{er}, il est inséré un chapitre VII intitulé « Dispositions relatives au personnel communal ».

Art. 24. Dans le chapitre VII, inséré par l'article 23, il est inséré une section 1e intitulée « Décision de principe relative à la fusion et incidences sur le personnel ».

Art. 25. Dans la section 1e insérée par l'article 24, il est inséré un article L1157-1, rédigé comme suit :

« Art. L1157-1. A partir de la date de la décision de principe de procéder à la fusion, les communes à fusionner peuvent conclure des conventions de collaboration en vue de faire appel aux membres du personnel des unes et des autres pour des fonctions spécifiques.

Si la fonction de directeur général ou de directeur financier auprès d'une des communes à fusionner devient vacante après la date de la décision de procéder à la fusion, le conseil communal peut, en vue de l'accomplissement de cette fonction :

1° faire appel à un directeur général ou à un directeur financier d'une des autres communes à fusionner ou du centre public d'aide sociale desservant une des communes à fusionner, sur la base d'une convention de collaboration;

2° désigner un directeur général ou un directeur financier faisant fonction jusqu'à la date de la fusion. ».

Art. 26. Dans le chapitre VII inséré par l'article 23, il est inséré une section 2 intitulée « Personnel après la date de la fusion ».

Art. 27. Dans la section 2, insérée par l'article 26, il est inséré une sous-section 1e intitulée « Directeur général et directeur financier ».

Art. 28. Dans la sous-section 1e, insérée par l'article 27, il est inséré un article L1157-2, rédigé comme suit :

« Art. L1157-2. A partir de la date de fusion jusqu'à la désignation d'un nouveau directeur général, le directeur général-coordonateur remplit la fonction de directeur général de la nouvelle commune.

Le conseil communal de la nouvelle commune peut lui octroyer une allocation provisoire. Cette allocation est égale à la différence entre le salaire qui aurait été perçu dans la fonction de directeur général de la nouvelle commune et le salaire dont jouissait le directeur général-coordonateur dans sa commune d'origine. ».

Art. 29. Dans la même sous-section 1e, il est inséré un article L1157-3, rédigé comme suit :

« Art. L1157-3. Dans les six mois de la date de fusion, le conseil communal de la nouvelle commune désigne un nouveau directeur général parmi :

1° les directeurs généraux des communes fusionnées qui se sont portés candidats après un appel aux candidatures;

2° les directeurs généraux des CPAS fusionnés qui se sont portés candidats après un appel aux candidatures.

Le Gouvernement fixe les conditions et modalités d'accès à la fonction de directeur général de la nouvelle commune.

Le directeur général sortant ou le directeur général du CPAS sortant, qui est désigné comme directeur général de la nouvelle commune, conserve son ancienneté pécuniaire. ».

Art. 30. Dans la même sous-section 1e, il est inséré un article L1157-4, rédigé comme suit :

« Art. L1157-4. Si, suite à l'appel à candidature visé à l'article L1157-3, aucun candidat ne s'est manifesté pour la fonction de directeur général ou, le cas échéant, si aucun candidat ne répond aux conditions fixées, il est pourvu à la fonction conformément aux dispositions réglementaires fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier communaux. ».

Art. 31. Dans la même sous-section 1e, il est inséré un article L1157-5, rédigé comme suit :

« Art. L1157-5. A partir de la date de la fusion jusqu'à la désignation d'un nouveau directeur financier, le directeur financier-coordonateur remplit la fonction de directeur financier de la nouvelle commune.

Le conseil communal de la nouvelle commune peut lui octroyer une allocation provisoire. Cette allocation est égale à la différence entre le salaire qui aurait été perçu dans la fonction de directeur financier de la nouvelle commune et le salaire dont jouissait le directeur financier-coordonateur dans sa commune d'origine. ».

Art. 32. Dans la même sous-section 1e, il est inséré un article L1157-6, rédigé comme suit :

« Art. L1157-6. Dans les six mois de la date de la fusion, le conseil communal de la nouvelle commune désigne un nouveau directeur financier parmi :

1° les directeurs financiers des communes fusionnées qui se sont portés candidats après un appel aux candidatures;

2° les directeurs financiers des CPAS fusionnés qui se sont portés candidats après un appel aux candidatures;

3° les receveurs régionaux des communes fusionnées et des CPAS fusionnés qui se sont portés candidats après un appel aux candidatures.

Le Gouvernement fixe les conditions et modalités d'accès à la fonction de directeur financier de la nouvelle commune.

Le directeur financier sortant de la commune ou du CPAS, qui est désigné comme directeur financier de la nouvelle commune, conserve son ancienneté pécuniaire. ».

Art. 33. Dans la même sous-section 1e, il est inséré un article L1157-7, rédigé comme suit :

« Art. L1157-7. Si, suite à l'appel à candidature visé à l'article L1157-6, aucun candidat ne s'est manifesté pour la fonction de directeur financier ou, le cas échéant, si aucun candidat ne répond aux conditions fixées, il est pourvu à la fonction conformément aux dispositions réglementaires fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier communaux. ».

Art. 34. Dans la section 2 insérée par l'article 26, il est inséré une sous-section 2 intitulée « Exercice de la fonction de directeur financier de la commune par le directeur financier du CPAS ».

Art. 35. Dans la sous-section 2, insérée par l'article 34, il est inséré un article L1157-8, rédigé comme suit :

« Art. L1157-8. Par dérogation à l'article L1157-6 et en application de l'article L1124-21, le conseil communal et le conseil de l'action social de la nouvelle commune peuvent décider que le directeur financier du nouveau CPAS exerce simultanément la fonction de directeur financier de la nouvelle commune également. ».

Art. 36. Dans la section 2 insérée par l'article 26, il est inséré une sous-section 3 intitulée « Autres membres du personnel communal ».

Art. 37. Dans la sous-section 3 insérée par l'article 36, il est inséré un article L1157-9, rédigé comme suit :

« Art. L1157-9. A la date de la fusion, l'ensemble du personnel des communes fusionnées devient du personnel de la nouvelle commune, quelle que soit la nature de leur relation de travail. ».

Art. 38. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article L1157-10, rédigé comme suit :

« Art. L1157-10. Après le transfert à la nouvelle commune, les membres du personnel conservent la nature de leur relation de travail, leur degré, leur ancienneté administrative et pécuniaire, leur régime de prestation et leur échelle de traitement. ».

Art. 39. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article L1157-11, rédigé comme suit :

« Art. L1157-11. Les membres du personnel restent soumis au statut qui s'appliquait à eux dans leur commune d'origine jusqu'à l'entrée en vigueur du statut de la nouvelle commune, visé à l'article L1157-12, 2^o. ».

Le conseil communal de la nouvelle commune établit un statut provisoire qui s'applique aux membres du personnel à désigner de la nouvelle commune à partir de la date de la fusion et qui est valable jusqu'à l'entrée en vigueur du statut de la nouvelle commune, visé à l'article L1157-12, 2^o. ».

Art. 40. Dans la section 2, insérée par l'article 26, il est inséré une sous-section 4 intitulée « Nouvel organigramme et nouveau statut ».

Art. 41. Dans la sous-section 4, insérée par l'article 40, il est inséré un article L1157-12, rédigé comme suit :

« Art. L1157-12. Dans l'année suivant la date de la fusion, le conseil communal de la nouvelle commune établit :

1^o l'organigramme, conformément à l'article L1211-2;

2^o un nouveau statut pour l'ensemble de son personnel. » ».

Art. 42. Dans le titre V, inséré par l'article 1^{er}, il est inséré un chapitre VIII intitulé « Dispositions relatives aux finances et à la fiscalité ».

Art. 43. Dans le chapitre VIII, inséré par l'article 42, il est inséré un article L1158-1, rédigé comme suit :

« Art. L1158-1. Avant le 31 décembre de l'année des élections communales, le conseil communal de la nouvelle commune :

1^o établit le budget pour l'exercice qui suit la date de fusion;

2^o arrête les taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques et les centimes additionnels au précompte immobilier applicables sur le territoire de la nouvelle commune. ».

Art. 44. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L1158-2, rédigé comme suit :

« Art. L1158-2. Les directeurs financiers et receveurs régionaux des communes fusionnées établissent chacun pour ce qui les concerne, les comptes annuels des communes fusionnées pour les exercices comptables jusqu'au 31 décembre de l'année de la date de la fusion.

Le conseil communal de la nouvelle commune se prononce sur l'établissement de ces comptes annuels. ».

Art. 45. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L1158-3, rédigé comme suit :

« Art. L1158-3. A l'exception des taxes additionnelles à l'impôts des personnes physiques et des centimes additionnels au précompte immobilier, tous les règlements portant sur les taxes et redevances communales adoptés par les conseils communaux des communes fusionnées, continuent de produire leurs effets de plein droit sur le territoire des communes fusionnées pour lesquelles les règlements respectifs ont été adoptés, jusqu'au jour où ils sont abrogés par le conseil communal de la nouvelle commune. ».

Art. 46. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L1158-4, rédigé comme suit :

« Art. L1158-4. Durant les deux premiers exercices qui suivent la date de fusion, les dotations octroyées à la nouvelle commune conformément aux articles L1332-8, L1332-9, L1332-24, L1332-25 et L1332-26 sont obtenues en additionnant les dotations octroyées aux communes fusionnées sur la base des statistiques relatives à leur territoire, actualisées annuellement ou à défaut, utilisées pour l'année de répartition de l'année de la date de fusion. ».

Art. 47. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L1158-5, rédigé comme suit :

« Art. L1158-5. La nouvelle commune, comptant une ou plusieurs communes fusionnées tenues d'établir un plan de gestion conformément à l'article L3311-1, soumet à l'approbation du Gouvernement un plan de gestion actualisé dans le courant du premier exercice qui suit la date de fusion. ».

Art. 48. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L1158-6, rédigé comme suit :

« Art. L1158-6. Pour les fusions volontaires réalisées à l'occasion des élections locales 2024, le Gouvernement octroie à la nouvelle commune un bonus financier annuel à partir de l'exercice budgétaire qui suit la date de fusion dont l'affectation est exclusivement réservée à couvrir des charges de dettes. Ce bonus financier est octroyé pour six exercices budgétaires.

Le bonus est calculé sur la base du montant des charges de dettes financières à l'égard d'institutions financières de chaque commune à fusionner, de leur CPAS et de leurs éventuelles régies communales autonomes au 31 décembre de l'année qui précède la proposition commune de fusion visée à l'article L1153-3.

Le bonus est accordé pour un montant maximal cumulé de 500 euros par habitant et de 20 millions d'euros maximum par fusion pour les six exercices budgétaires visés à l'alinéa 1^{er}. Le nombre d'habitants à prendre en compte correspond à la population au 1^{er} janvier de l'année qui précède la proposition commune de fusion visée à l'article L1153-3. ».

Art. 49. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L1158-7, rédigé comme suit :

« Art. L1158-7. Dans les limites des crédits disponibles, il est institué, à charge du budget des dépenses de la Région, un montant maximum de 16,67 millions d'euros pour les exercices budgétaires 2025 à 2030.

La répartition entre les communes bénéficiaires est adaptée annuellement au prorata du montant visé à l'alinéa 1^{er} définitivement fixé dans le budget des dépenses de la Région.

En cas de dépassement du montant annuel visé à l'alinéa 1^{er}, les bonus octroyés les années suivantes aux nouvelles communes sont réduits au marc le franc. ».

Art. 50. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L1158-8, rédigé comme suit :

« Art. L1158-8. Le Gouvernement fixe les modalités relatives l'octroi du bonus visé à l'article L1158-6. ».

Art. 51. Dans le titre V inséré par l'article 1^{er}, il est inséré un chapitre IX intitulé « Dispositions transitoires ».

Art. 52. Dans le chapitre IX, inséré par l'article 52, il est inséré un article L1159-1, rédigé comme suit :

« Art. L1159-1. Un directeur général sortant d'une commune fusionnée, qui n'est pas désigné comme directeur général de la nouvelle commune et qui n'est pas non plus désigné comme directeur général du nouveau CPAS, est assigné à une fonction appropriée de niveau A dans la nouvelle commune, tout en conservant son ancienneté pécuniaire.

Le directeur général sortant visé à l'alinéa 1^{er} est inséré dans l'échelle de traitement liée à la fonction appropriée. Il conserve l'échelle de traitement dont il jouissait en tant que directeur général dans sa commune originelle, tant que le traitement sur la base de cette échelle est plus avantageux que le traitement dont il jouirait après l'insertion. ».

Art. 53. Dans le même chapitre IX, il est inséré un article L1159-2, rédigé comme suit :

« Art. L1159-2. Un directeur financier sortant d'une commune fusionnée, qui n'est pas désigné comme directeur financier de la nouvelle commune et qui n'est pas non plus désigné comme directeur financier du nouveau CPAS, est assigné à une fonction appropriée de niveau A dans la nouvelle commune, tout en conservant son ancienneté pécuniaire.

Le directeur financier visé à l'alinéa 1^{er} sortant est inséré dans l'échelle de traitement liée à la fonction appropriée. Il conserve l'échelle de traitement dont il jouissait en tant que directeur financier dans sa commune originelle, tant que le traitement sur la base de cette échelle est plus avantageux que le traitement dont il jouirait après l'insertion. ».

Art. 54. Dans le même chapitre IX, il est inséré un article L1159-3, rédigé comme suit :

« Art. L1159-3. Le conseil communal établit au besoin des dispositions transitoires afin d'assurer que des membres du personnel conservent un régime spécifique à titre personnel, tant que celui-ci est plus avantageux que le régime correspondant dans le nouveau statut. ».

Art. 55. Dans l'article L3122-2, 8^o, du même Code, les mots « à l'exception de l'application de l'article 15, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale » sont ajoutés entre les mots « l'installation initiale » et les mots « ou suite à l'adoption ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi
et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

—
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1378 (2018-2019) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/204091]

2 MEI 2019. — Decreet tot wijziging van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie met het oog op de vaststelling van het kader voor de vrijwillige samenvoeging van gemeenten (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In deel I, boek I, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt een titel V ingevoegd, met volgend opschrift: "Vrijwillige samenvoeging van gemeenten".

Art. 2. In titel V, ingevoegd bij artikel 1, wordt een Hoofdstuk I ingevoegd met als opschrift "Toepassingsgebied en algemene bepalingen".

Art. 3. In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel L1151-1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L1151-1. Deze titel is van toepassing op alle gemeenten, gelegen op het grondgebied van het Franse taalgebied."

Art. 4. In hetzelfde hoofdstuk I, wordt een artikel L1151-2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L1151-2. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder:

1° samenvoegingsdecreet: het decreet op basis waarvan de gemeenten worden afgeschaft en een nieuwe gemeente wordt opgericht waarvan de grenzen worden vastgesteld;

2° de datum van de samenvoeging: de eerste maandag van december na de verkiezingen overeenkomstig artikel L4124-1, § 1;

3° samen te voegen gemeenten: de gemeenten die een principiële beslissing tot samenvoeging hebben genomen en die beslissing bij de Regering hebben ingediend;

4° samengevoegde gemeenten: de oorspronkelijke gemeenten, bedoeld in het samenvoegingsdecreet;

5° de nieuwe gemeente: de opgerichte gemeente krachtens het samenvoegingsdecreet."

Art. 5. In titel V, ingevoegd bij artikel 1, wordt een Hoofdstuk II ingevoegd met als opschrift "Voorwaarden van de samenvoeging".

Art. 6. In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 5, wordt een artikel L1152-1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L1152-1. Een samenvoeging van gemeenten is enkel mogelijk als gevolg van de samenvoeging van het gehele grondgebied van aangrenzende gemeenten tot een nieuwe gemeente zonder wijziging van de buitengrenzen.

De oorspronkelijke gemeenten worden bij de samenvoeging opgeheven."

Art. 7. In Titel V, ingevoegd bij artikel 1, wordt een Hoofdstuk III ingevoegd met als opschrift "Procedure".

Art. 8. In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 7, wordt een afdeling 1 ingevoegd met als opschrift "Principesbeslissing".

Art. 9. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel L1153-1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L1153-1. De gemeenteraden brengen middels een gemotiveerde principesbeslissing hun gezamenlijk voornemen om tot een samenvoeging over te gaan ter kennis van de Regering.

Zodra deze kennisgeving is verricht, worden gezamenlijke zittingen van de directiecomités van de betrokken gemeenten gehouden.

De gemeenteraden kunnen, ofwel op eigen initiatief ofwel op verzoek van de inwoners van de gemeente, beslissen de inwoners van de gemeenten voorafgaand aan de beslissingname te raadplegen volgens de voorwaarden en nadere regels van titel IV van boek I van deel I van dit Wetboek."

Art. 10. In dezelfde afdeling 1, wordt een artikel L1153-2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L1153-2. De gemeenteraden wijzen in onderling overleg een van de directeurs-generaal aan die optreedt als directeur-generaal coördinator van de samenvoeging op ambtelijk niveau en die ook de opdrachten uitvoert die hem worden toegewezen krachtens deze titel. De directeurs-generaal van de andere betrokken gemeenten staan hem in zijn opdrachten bij. Bij gebrek aan een overeenkomst, wordt de directeur-generaal van gemeente met het grootste aantal inwoners aangewezen als coördinerend directeur-generaal van de samenvoeging op ambtelijk niveau.

De gemeenteraden wijzen in onderling overleg, indien bestaand, één van de financieel directeurs of, bij afwezigheid van een financieel directeur, één van de gewestelijke ontvangers aan, die optreedt als coördinerend financieel directeur van de samenvoeging op ambtelijk niveau voor de coördinatie van de financiële aspecten van de samenvoeging en die ook de opdrachten uitvoert die hem worden toegewezen krachtens deze titel. De financieel directeurs van de andere betrokken gemeenten staan hem in zijn opdrachten bij. Bij gebrek aan een overeenkomst, wordt de financieel directeur van de gemeente met het grootste aantal inwoners aangewezen als coördinerend financieel directeur van de samenvoeging op ambtelijk niveau voor de coördinatie van de financiële aspecten van de samenvoeging."

Art. 11. In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 7, wordt een afdeling 2 ingevoegd met als opschrift "Gemeenschappelijk voorstel tot samenvoeging".

Art. 12. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 11, wordt een artikel L1153-3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L1153-3. De gemeenteraden nemen een gemeenschappelijk voorstel tot samenvoeging aan en leggen dat voorstel uiterlijk op 31 oktober van het tweede jaar voorafgaand aan de samenvoeging aan de Regering voor.

Het gemeenschappelijk voorstel tot samenvoeging neemt de kadastrale gegevens op waaruit de grenzen van de nieuwe gemeente blijken, en de voorgestelde naam van de nieuwe gemeente.

De Regering legt de lijst met de bijlagen die bij het gemeenschappelijk voorstel tot samenvoeging dienen te worden gevoegd, vast."

Art. 13. In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 7, wordt een afdeling 3 ingevoegd met als opschrift "Samenvoegingsdecreet".

Art. 14. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 13, wordt een artikel L1153-4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L1153-4. Uiterlijk op 31 december van het tweede jaar voorafgaand aan de datum van de samenvoeging beslist de Regering of zij het voorstel tot samenvoeging als ontwerp-decreet van samenvoeging aan het Parlement voorlegt.

Het ontwerp-decreet van samenvoeging vernoemt de naam van de samen te voegen gemeenten, evenals de datum van de samenvoeging en de vermelding van de grenzen van de nieuwe gemeenten en, in het geval waarin de samen te voegen gemeenten geen deel zouden uitmaken van dezelfde provincie, de provincie waartoe de nieuwe gemeente zal behoren.

Als het ontwerp-decreet niet door het Parlement aangenomen wordt binnen de drie maanden nadat de Regering het voorgelegd heeft, wordt het gemeenschappelijk voorstel tot samenvoeging nietig geacht."

Art. 15. In titel V, ingevoegd bij artikel 1, wordt een hoofdstuk IV ingevoegd, met als opschrift "Bijzondere bepalingen voor het gemeentelijk beheer voor de datum van de samenvoeging".

Art. 16. In hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 15, wordt een artikel L1154-1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L1154-1. Vanaf de voorlegging van het gemeenschappelijk voorstel tot samenvoeging tot aan de datum van goedkeuring, door de toezichthoudende overheid, van de begroting van de nieuwe gemeente of tot op de dag waarop de Regering beslist geen gevolg te geven aan het voorstel tot samenvoeging of de dag waarop het Parlement het ontwerp-decreet van samenvoeging verwerpt, worden de akten van de samen te voegen gemeenten enkel genomen na een verplicht overleg tussen die gemeenten, uitgezonderd de akten die ofwel:

1° hetzij onder het dagelijks overheidsbeheer vallen;

2° onherstelbare schade aan de gemeenschap zouden kunnen veroorzaken als ze niet worden genomen;

3° het normale sluitstuk vormen van de procedures die de gemeenteraden hebben ingeleid vóór de kennisgeving aan de Regering van hun gezamenlijk voornemen om tot een samenvoeging over te gaan overeenkomstig artikel L1153-1.

In geval van onenigheid tussen de overlegorganen of tussen de gemeentelijke organen wordt het geschil door de toezichthoudende overheid als omschreven in titel I van boek I van deel III van dit Wetboek beslecht."

Art. 17. In Titel V, ingevoegd bij artikel 1, wordt een Hoofdstuk V ingevoegd met als opschrift "Algemene beginselen van de samenvoeging van gemeenten".

Art. 18. In hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 17, wordt een artikel L1155-1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L1155-1. Op de datum van de samenvoeging, volgt de nieuwe gemeente de samengevoegde gemeenten in de rechten en verplichtingen op wat betreft roerende en onroerende goederen, overheidsopdrachten voor de uitvoering van werken, overheidsopdrachten voor leveringen en diensten, concessies voor werken en diensten en overeenkomsten die hen zijn overgedragen, met inbegrip van de rechten en verplichtingen die uit lopende en toekomstige gerechtelijke en administratieve procedures voortvloeien.

Een inventaris van de roerende en onroerende goederen, overheidsopdrachten, concessies en overeenkomsten van de samengevoegde gemeenten wordt bij het voorstel tot samenvoeging gevoegd. De Regering stelt het model van inventaris vast."

Art. 19. In hetzelfde hoofdstuk V wordt een artikel L1155-2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L1155-2. De besluiten, reglementen en verordeningen blijven van toepassing in de samengevoegde gemeenten op het grondgebied waarvoor zij zijn uitgevaardigd, tot de dag waarop zij door de bevoegde overheid worden opgeheven, uiterlijk één jaar na de datum van de samenvoeging."

Art. 20. In titel V, ingevoegd bij artikel 1, wordt een hoofdstuk VI ingevoegd, met als opschrift "Verkiezing en installatie van de gemeenteraad van de nieuwe gemeente".

Art. 21. In hoofdstuk 6, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel L1156-1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L1156-1. Voor de verkiezingen voorafgaand aan de datum van de samenvoeging is, in afwijking van artikel L4112-2, § 1, lid 2, het rechtsgebied voor de gemeenteraadsverkiezing het rechtsgebied van de nieuwe gemeente.

Kiesoperatoren in de zin van artikel L4112-14, § 2, 3°, 4° en 5° zijn de coördinerend directeur-generaal, de burgemeester en het gemeentecollege, van de samengevoegde gemeente waarvan de directeur-generaal is aangewezen als coördinerend directeur-generaal."

Art. 22. In hetzelfde hoofdstuk VI wordt een artikel L1156-2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L1156-2. § 1. Het aantal leden van de gemeenteraad, van het gemeentecollege en de wedde van de burgemeester en schepenen van de nieuwe gemeente worden bepaald op grond van het aantal inwoners van de nieuwe gemeente overeenkomstig artikel L1121-3.

§ 2. Voor de installatie van de gemeenteraad van de nieuwe gemeente worden:

1° de verkozen gemeenteraadsleden, voor de goede orde, minstens acht dagen voor de installatievergadering van de gemeenteraad door de coördinerend directeur-generaal geïnformeerd over datum, uur en plaats van de installatievergadering;

2° de nieuw verkozen raadsleden voor de installatievergadering opgeroepen door de uittredende burgemeester van de gemeenteraad van de samengevoegde gemeente van de coördinerend directeur-generaal.

§ 3. De installatievergadering wordt voorgezeten door de uittredende voorzitter van de gemeenteraad van de samengevoegde gemeente van de coördinerend directeur-generaal, totdat de burgemeester van de nieuwe gemeente de eed heeft afgelegd. Als de uittredende burgemeester van de gemeenteraad van de samengevoegde gemeente van de coördinerend directeur-generaal de installatievergadering niet kan voorzitten, wordt de vergadering voorgezeten door een uittredend lid van de gemeenteraad van de samengevoegde gemeente van de coördinerend directeur-generaal, in de volgorde van hun rang.

Afwijkend van lid 1 kunnen de samengevoegde gemeenten in onderling overleg één van de andere voorzitters van de gemeenteraden van de samengevoegde gemeenten aanwijzen om de installatievergadering voor te zitten.

§ 4. Het gemeentehuis van de samengevoegde gemeente van de coördinerend directeur-generaal dient als gemeentehuis van de nieuwe gemeente zolang de gemeenteraad geen ander gebouw als gemeentehuis heeft gekozen.”.

Art. 23. In Titel V, ingevoegd bij artikel 1, wordt een Hoofdstuk VII ingevoegd met als opschrift “Bepalingen betreffende het gemeentepersoneel”.

Art. 24. In hoofdstuk VII, ingevoegd bij artikel 23, wordt een afdeling 1 ingevoegd, met als opschrift “Principesbeslissing met betrekking tot de samenvoeging en gevolgen voor het personeel”.

Art. 25. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel L1157-1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1157-1. Te rekenen van de datum waarop de principesbeslissing is genomen om tot samenvoeging over te gaan, kunnen de samen te voegen gemeenten samenwerkingsovereenkomsten sluiten om, voor specifieke functies, een beroep te doen op elkaars personeelsleden.

Indien de functie van directeur-generaal of van financieel directeur van een van de samen te voegen gemeenten openvalt na de datum van de beslissing om tot samenvoeging over te gaan, kan de gemeenteraad, om deze functie uit te oefenen:

1° een beroep doen op een directeur-generaal of een financieel directeur van één van de andere samen te voegen gemeenten of van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn die een van de samen te voegen gemeenten bedienen, op basis van een samenwerkingsovereenkomst;

2° een directeur-generaal of een financieel directeur aanstellen die tot de datum van de samenvoeging optreedt.”.

Art. 26. In hoofdstuk VII, ingevoegd bij artikel 23, wordt een afdeling 2 ingevoegd met als opschrift “Personeel na de datum van samenvoeging”.

Art. 27. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 26, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, met als opschrift “Directeur-generaal en financieel directeur”.

Art. 28. In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 27, wordt een artikel L1157-2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1157-2. Vanaf de datum van de samenvoeging tot de aanstelling van een nieuwe directeur-generaal vervult de coördinerend directeur-generaal de functie van directeur-generaal van de nieuwe gemeente.

De gemeenteraad van de nieuwe gemeente kan hem een voorlopige tegemoetkoming toekennen. Deze tegemoetkoming is gelijk aan het verschil tussen de wedde die zou zijn ontvangen in de functie van directeur-generaal van de nieuwe gemeente en de wedde van de coördinerend directeur-generaal in zijn of haar oorspronkelijke gemeente.”.

Art. 29. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel L1157-3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1157-3. Binnen zes maanden na de datum van de samenvoeging, wijst de gemeenteraad van de nieuwe gemeente een nieuwe directeur-generaal aan onder:

1° de directeurs-generaal van de samengevoegde gemeenten die zich kandidaat hebben gesteld na een oproep tot kandidaturen;

2° de directeurs-generaal van de samengevoegde OCMW's die zich kandidaat hebben gesteld na een oproep tot kandidaturen.

De Regering bepaalt de voorwaarden en modaliteiten voor de toegang tot de functie van directeur-generaal van de nieuwe gemeente.

De uittredende directeur-generaal of de uittredende directeur-generaal van het OCMW die als directeur-generaal van de nieuwe gemeente wordt aangewezen, behoudt zijn of haar geldelijke anciënniteit.”.

Art. 30. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel L1157-4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1157-4. Indien er zich, na de in artikel L1157-3 bedoelde oproep tot kandidaturen, geen enkele kandidaat heeft gemeld voor de functie van directeur-generaal of, in voorkomend geval, geen enkele kandidaat aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt in de functie voorzien overeenkomstig de reglementaire bepalingen tot vaststelling van de voorwaarden voor de benoeming van de betrekkingen van directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal en financieel directeur van de gemeente.”.

Art. 31. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel L1157-5 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1157-5. Vanaf de datum van de samenvoeging tot de aanwijzing van een nieuwe financieel directeur, vervult de coördinerend financieel directeur de functie van financieel directeur van de nieuwe gemeente.

De gemeenteraad van de nieuwe gemeente kan hem een voorlopige tegemoetkoming toekennen. Deze tegemoetkoming is gelijk aan het verschil tussen de wedde die zou zijn ontvangen in de functie van financieel directeur van de nieuwe gemeente en de wedde van de financieel directeur-coördinator in zijn of haar oorspronkelijk gemeente.”.

Art. 32. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel L1157-6 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1157-6. Binnen zes maanden na de datum van de samenvoeging, wijst de gemeenteraad van de nieuwe gemeente een nieuwe directeur-generaal aan onder:

1° de financieel directeurs van de samengevoegde gemeenten die zich kandidaat hebben gesteld na een oproep tot kandidaturen;

2° de directeurs van de samengevoegde OCMW's die zich kandidaat hebben gesteld na een oproep tot kandidaturen;

3° de gewestelijke ontvangers van de samengevoegde gemeenten en van de samengevoegde OCMW's die zich kandidaat hebben gesteld na een oproep tot kandidaturen.

De Regering bepaalt de voorwaarden en modaliteiten voor de toegang tot de functie van financieel directeur van de nieuwe gemeente.

De uittredende financieel directeur van de gemeente of van het OCMW, die als financieel directeur van de nieuwe gemeente wordt aangewezen, behoudt zijn of haar geldelijke anciënniteit.”.

Art. 33. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel L1157-7 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. L1157-7. Indien er zich, na de in artikel L1157-6 bedoelde oproep tot kandidaturen, geen enkele kandidaat heeft gemeld voor de functie van financieel directeur of, in voorkomend geval, geen enkele kandidaat aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt in de functie voorzien overeenkomstig de reglementaire bepalingen tot vaststelling van de voorwaarden voor de benoeming van de betrekkingen van directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal en financieel directeur van de gemeente.”.

Art. 34. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 26, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, met als opschrift ”Uitoefening van de functie van financieel directeur van de gemeente door de financieel directeur van het OCMW”.

Art. 35. In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 34, wordt een artikel L1157-8 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. L1157-8. In afwijking van artikel L1157-6 en in toepassing van artikel L1124-2, kunnen de gemeenteraad en de raad voor maatschappelijk welzijn van de nieuwe gemeente besluiten dat de financieel directeur van het nieuwe OCMW tegelijkertijd de functie van financieel directeur van de nieuwe gemeente uitoefent.”.

Art. 36. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 26, wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, met als opschrift ”Andere leden van het gemeentepersoneelsleden”.

Art. 37. In onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 36, wordt een artikel L1157-9 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. L1157-9. Op de datum van de samenvoeging, worden alle personeelsleden van de samengevoegde gemeenten personeelsleden van de nieuwe gemeente, ongeacht de aard van hun dienstverband.”.

Art. 38. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel L1157-10 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. L1157-10. Na de overdracht aan de nieuwe gemeente behouden de personeelsleden de aard van hun dienstverband, hun graad, hun administratieve en geldelijke anciënniteit, hun prestatieregeling en hun weddeschaal.”.

Art. 39. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel L1157-11 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. L1157-11. De personeelsleden blijven onderworpen aan het statuut dat op hen van toepassing was in hun oorspronkelijke gemeente tot de inwerkingtreding van het statuut van de nieuwe gemeente bedoeld in artikel L1157-12, 2°.”.

De gemeenteraad van de nieuwe gemeente stelt een voorlopig statuut vast dat van toepassing is op de personeelsleden die in de nieuwe gemeente moeten worden aangewezen vanaf de datum van de samenvoeging en dat geldig is tot de inwerkingtreding van het statuut van de nieuwe gemeente bedoeld in artikel L1157-12, 2°.”.

Art. 40. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 26, wordt een onderafdeling 4 ingevoegd, met als opschrift ”Nieuw organogram en nieuw statuut”.

Art. 41. In onderafdeling 4, ingevoegd bij artikel 40, wordt een artikel L1157-12 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. L1157-12. In het jaar volgend op de datum van de samenvoeging worden door de gemeenteraad van de nieuwe gemeente vastgesteld:

1° het organogram, overeenkomstig artikel L1211-2;

2° een nieuw statuut voor het gezamenlijke personeel.”.

Art. 42. In titel V, ingevoegd bij artikel 1, wordt een hoofdstuk VIII ingevoegd, met als opschrift ”Bepalingen betreffende financiën en fiscaliteit”.

Art. 43. In hoofdstuk VIII, ingevoegd bij artikel 42, wordt een artikel L1158-1 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L1158-1. Voor 31 december van het jaar van de gemeenteraadsverkiezingen wordt door de gemeenteraad van de nieuwe gemeente:

1° de begroting voor het begrotingsjaar volgend op de datum van de fusie vastgelegd;

2° de opcentiemen op de personenbelasting en de opcentiemen op de onroerende voorheffing, van toepassing op het grondgebied van de nieuwe gemeente, vastgesteld.”.

Art. 44. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L1158-2 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. L1158-2. De financieel directeurs en de gewestelijke ontvangers van de samengevoegde gemeenten stellen, elk voor wat hen betreft, de jaarrekeningen van de samengevoegde gemeenten vast voor de boekjaren tot en met 31 december van het jaar van de samenvoeging.

De gemeenteraad van de nieuwe gemeente spreekt zich uit over de vaststelling van deze jaarrekeningen.”.

Art. 45. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L1158-3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1158-3. Uitzonderd de opcentiemen op de personenbelasting en de opcentiemen op de onroerende voorheffing hebben alle verordeningen inzake gemeentebelastingen en -retributies, aangenomen door de gemeenteraden van de samengevoegde gemeenten, verder volkomen gevolg op het grondgebied van de samengevoegde gemeenten waarvoor de respectievelijke verordeningen aangenomen zijn, tot op de dag waarop ze door de gemeenteraad van de nieuwe gemeente worden opgeheven.”.

Art. 46. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L1158-4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1158-4. Tijdens de eerste twee boekjaren volgend op de datum van de samenvoeging, worden de dotaties overeenkomstig de artikelen L1332-8, L1332-9, L1332-24, L1332-25 en L1332-26 toegekend aan de nieuwe gemeente verkregen door de dotaties toegekend aan de samengevoegde gemeenten op te tellen op basis van de jaarlijks bijgewerkte statistieken betreffende hun grondgebied of, bij gebreke daarvan, die worden gebruikt voor het verdelingsjaar van het jaar van de datum van de samenvoeging.”.

Art. 47. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L1158-5 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1158-5. De nieuwe gemeente, die één of meerdere samengevoegde gemeenten telt, verplicht tot het vaststellen van een beheersplan overeenkomstig artikel L3311-1, legt de Regering ter goedkeuring een bijgewerkt beheersplan voor, in de loop van het eerste werkjaar volgend op de datum van de samenvoeging.”.

Art. 48. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L1158-6 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1158-6. Voor de vrijwillige samenvoegingen die uitgevoerd worden bij de lokale verkiezingen van 2024 kent de Regering de nieuwe gemeente een jaarlijkse financiële bonus toe vanaf het begrotingsjaar volgend op de datum van de samenvoeging, waarvan de toewijzing uitsluitend voorbehouden wordt voor het dekken van de schuldenlast. Deze financiële bonus wordt toegekend voor zes begrotingsjaren.

De bonus wordt berekend op grond van het bedrag van de financiële schuldenlast die elke samen te voegen gemeente, hun OCMW en hun eventuele autonome gemeentebedrijven ten opzichte van financiële instellingen hebben op 31 december van het jaar voorafgaande aan het gemeenschappelijk voorstel tot fusie bedoeld in artikel L1153-3.

De bonus wordt toegekend voor een samengeteld maximumbedrag van 500 euro per inwoner en 20 miljoen euro maximum per samenvoeging voor de zes begrotingsjaren bedoeld in lid 1. Het aantal inwoners waarmee rekening wordt gehouden stemt overeen met de bevolking van 1 januari van het jaar voorafgaand aan het gemeenschappelijk voorstel tot fusie bedoeld in artikel L1153-3.”.

Art. 49. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L1158-7 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1158-7. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt er ten laste van de uitgavenbegroting van het Gewest een maximumbedrag van 16, 67 miljoen euro vastgelegd voor de begrotingsjaren 2025 tot 2030.

De verdeling tussen de gerechtigde gemeenten wordt jaarlijks aangepast aan de verhouding van het bedrag bedoeld in lid 1 zoals definitief vastgesteld in de uitgavenbegroting van het Gewest.

Bij overschrijding van het jaarlijks bedrag bedoeld in lid 1 worden de bonussen die de volgende jaren worden toegekend aan de nieuwe gemeenten verhoudingsgewijs verminderd.”.

Art. 50. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L1158-8 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1158-8. De Regering stelt de nadere regels vast voor de toekenning van de bonus bedoeld in artikel L1158-6.”.

Art. 51. In Titel V, ingevoegd bij artikel 1, wordt een Hoofdstuk IX ingevoegd met als opschrift “Overgangsbepalingen”.

Art. 52. In hoofdstuk IX, ingevoegd bij artikel 52, wordt een artikel L1159-1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. L1159-1. Een directeur-generaal die een samengevoegde gemeente verlaat, die niet wordt aangewezen als directeur-generaal van de nieuwe gemeente en die ook niet wordt aangewezen als directeur-generaal van de nieuwe gemeente, wordt aangesteld in een passende functie van niveau A in de nieuwe gemeente, met behoud met zijn geldelijke anciënniteit.

De uittredende directeur-generaal bedoeld in het eerste lid wordt ingeschaald in de weddeschaal die verbonden is aan de passende functie. Hij behoudt de weddeschaal die hij genoot als directeur-generaal in zijn oorspronkelijke gemeente, zolang de wedde op basis daarvan gunstiger is dan de wedde die hij zou genieten na de inschaling.”.

Art. 53. In hetzelfde Hoofdstuk IX wordt een artikel L1159-2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L1159-2. Een financieel directeur die een samengevoegde gemeente verlaat, die niet wordt aangewezen als financieel directeur van de nieuwe gemeente en die ook niet wordt aangewezen als financieel directeur van de nieuwe gemeente, wordt aangesteld in een passende functie van niveau A in de nieuwe gemeente, met behoud met zijn geldelijke anciënniteit.

De uittredende financieel directeur bedoeld in het eerste lid wordt ingeschaald in de weddeschaal die verbonden is aan de passende functie. Hij behoudt de weddeschaal die hij genoot als directeur-generaal in zijn oorspronkelijke gemeente, zolang de wedde op basis daarvan gunstiger is dan de wedde die hij zou genieten na de inschaling.”.

Art. 54. In hetzelfde Hoofdstuk IX wordt een artikel L1159-3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. De gemeenteraad stelt indien nodig overgangsbepalingen vast om ervoor te zorgen dat de personeelsleden een specifieke regeling op persoonlijke titel behouden, zolang deze gunstiger is dan de overeenkomstige regeling van het nieuwe statuut.”.

Art. 55. In artikel L3122-2, 8°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “uitgezonderd de toepassing van artikel 15, § 2, van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn” ingevoegd tussen de woorden “de aanvankelijke installatie” en de woorden “ten gevolge van de goedkeuring”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

—
Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1378 (2018-2019) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 30 april 2019.

Bespreking.

Stemming.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/14591]

4 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté ministériel portant désignation d'ordonnateurs subdélégués en matières financières au sein de Bruxelles Fonction publique

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Fonction publique,

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, modifiée par les ordonnances des 1^{er} juin 2006, 31 janvier 2008, 16 décembre 2011 et 4 avril 2019, les articles 24, 25, 52 à 57 et 69;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 1999 relatif aux délégations de signature en matières financières accordées aux fonctionnaires généraux du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale modifié par l'arrêté du Gouvernement du 25 avril 2002, les articles 6 et 11 et le tableau annexé;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, l'article 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 octobre 2006 portant sur les acteurs financiers, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale des 13 septembre 2007 et 21 février 2019, les articles 4, 5, 7, 8 et 10 à 12;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/14591]

4 SEPTEMBER 2019. — Ministerieel besluit tot aanwijzing van gesubdelegeerde ordonnateurs voor financiële aangelegenheden bij Brussel Openbaar Ambt

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbaar Ambt,

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, gewijzigd door de ordonnaties van 1 juni 2006, 31 januari 2008, 16 december 2011 en 4 april 2019, artikelen 24, 25, 52 tot 57 en 69;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 maart 1999 betreffende de delegatie van tekenbevoegdheid voor financiële aangelegenheden aan de ambtenaren-generaal van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd door het besluit van de regering van 25 april 2002, artikelen 6 en 11 en de tabel in bijlage;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, artikel 5;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 oktober 2006 betreffende de financiële actoren, gewijzigd door de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van de 13 september 2007 en 21 februari 2019, artikelen 4, 5, 7, 8 en 10 tot 12;